

6.1 Consommation des ménages

En 2008, la **dépense de consommation des ménages** ralentit significativement mais résiste (+ 1,0 % en volume, après 2,4 % en 2007). Malgré ce ralentissement, elle reste le principal soutien de la croissance du PIB, qui s'établit à + 0,4 %. La dépense de consommation des ménages subit les effets de la plus faible progression du pouvoir d'achat du **revenu disponible brut** depuis 1996 (+ 0,6 %). Pour préserver leurs dépenses de consommation, les ménages réduisent légèrement leur taux d'épargne. La plus grande partie du budget des ménages reste consacrée au logement (25,4 %), aux transports (14,6 %) et aux dépenses alimentaires (13,5 % hors alcool et tabac).

La hausse des prix de l'énergie, la plus forte depuis 2000, n'influe pas sur le volume d'achats qui progresse après trois années de baisse consécutives. En revanche, la baisse de consommation en volume de carburants et lubrifiants (- 3,2 %) est la plus forte depuis 1974. Les achats d'automobiles chutent lourdement (- 5,3 %). Les immatriculations de voitures neuves de petites cylindrées permettent de limiter ce repli. En effet la mise en place du système de bonus-malus écologique rend financièrement plus attractif l'achat de modèles plus petits, moins chers et moins polluants.

Les loyers ralentissent en valeur (+ 4,4 % après + 5,6 % en 2007), la dégradation du marché de l'immobilier en modérant les prix.

La consommation de biens et services de loisirs et de culture décélère, notamment les équipements et matériels de sport, camping et plein air. Les achats de biens et services de

technologies de l'information et de la communication (TIC) restent dynamiques mais progressent moins rapidement qu'en 2007. Ils contribuent toutefois pour un tiers à la croissance de la dépense totale des ménages. Les téléviseurs demeurent le produit le plus en vogue, mais la progression des écrans plats se modère. Seuls les ordinateurs portables tirent la demande en matériel informatique, notamment grâce à la percée du « mini-PC ».

La consommation alimentaire en volume (hors boissons alcoolisées et tabac), subit le contrecoup de la hausse des prix. Les viandes notamment sont délaissées. En revanche, l'accélération des prix des produits laitiers, des œufs, des huiles, du pain et des céréales affecte peu la consommation de ces produits dits de première nécessité. La consommation de boissons non alcoolisées (hors cafés, thés et cacao) baisse pour la première fois depuis 1992, sous l'effet notamment du retour à la consommation de l'eau du robinet, moins coûteuse, qui se substitue à celle des eaux de table. Les achats de tabac en volume sur le territoire français poursuivent leur repli (- 2,4 %) en partie sous l'effet de la hausse des prix (+ 3,9 %).

Depuis 1960, la part des dépenses consacrée à l'alimentation à domicile a baissé de moitié. Les ménages ont aussi modifié la structure de leur achats alimentaires ; ils achètent davantage de produits transformés, au détriment des produits frais et des féculents qui demandent davantage de préparation personnelle. ■

Définitions

Revenu arbitral : différence entre le revenu disponible brut et les dépenses de consommation pré-engagées (dépenses liées au logement, services de télécommunications, frais de cantine, services de télévision, assurances et services financiers).

Revenu disponible : revenu comprenant les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs. Quatre impôts directs sont généralement pris en compte : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, les contributions sociales généralisées (CSG) et la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS).

Consommation finale des ménages, dépense de consommation, dépenses pré-engagées, revenu disponible des ménages, technologies de l'information et de la communication (TIC) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « France, portrait social », *Insee Références*, édition 2009.
- « L'Économie française », *Insee Références*, édition 2009.
- « En 2008, la consommation des ménages s'infléchit mais résiste », *Insee Première* n° 1241, juin 2009.
- « Le repas depuis 45 ans : moins de produits frais, plus de plats préparés », *Insee Première* n° 1208, septembre 2008.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Consommation des ménages par fonction en 2008

	Consommation en milliards d'euros	Variation annuelle en volume en %			Poids dans la valeur de la dépense de consommation en %	
		2008	2006 (r)	2007 (r)	2008	1998
Alimentation et boissons non alcoolisées	146,9	0,6	1,5	0,1	14,7	13,5
Produits alimentaires	135,1	0,5	1,4	0,0	13,7	12,4
dont : pains et céréales	20,1	1,6	1,2	0,0	2,1	1,8
viandes	37,6	-0,2	0,6	-2,3	4,1	3,5
poissons et crustacés	11,7	0,3	3,0	2,5	1,1	1,1
lait, fromages et oeufs	21,6	1,7	3,0	1,2	2,1	2,0
fruits et légumes	24,1	-0,6	0,5	-0,5	2,4	2,2
Boissons non alcoolisées	11,8	2,2	2,9	1,2	1,1	1,1
Boissons alcoolisées et tabac	31,2	1,0	-0,6	-1,6	3,5	2,9
Boissons alcoolisées	15,0	0,5	0,9	-0,8	1,7	1,4
Tabac	16,2	1,5	-1,9	-2,4	1,7	1,5
Articles d'habillement et chaussures	47,9	1,6	1,9	-2,3	5,6	4,4
Logement, chauffage, éclairage	275,6	1,8	1,4	2,4	23,8	25,4
dont : location de logement	201,5	2,1	2,2	2,2	17,1	18,5
chauffage, éclairage	42,5	0,0	-3,7	4,3	3,8	3,9
Équipement du logement	64,1	3,0	4,4	-0,8	6,2	5,9
Santé	39,2	7,2	4,2	5,9	3,3	3,6
Transport	159,0	0,2	2,3	-2,3	14,8	14,6
Achats de véhicules	38,7	-1,5	4,4	-4,6	4,3	3,6
Carburants, lubrifiants	39,1	-1,5	0,6	-3,2	3,4	3,6
Services de transports	22,9	4,6	3,8	2,1	1,9	2,1
Communications	29,3	8,8	6,3	2,9	2,0	2,7
Loisirs et culture	97,8	6,2	6,5	2,1	9,0	9,0
Éducation	8,8	5,7	4,0	3,3	0,7	0,8
Hôtels, cafés et restaurants	67,9	2,5	2,1	-0,7	6,0	6,2
Autres biens et services	125,9	3,3	1,4	0,1	11,8	11,6
dont : soins personnels	24,9	2,7	2,8	-0,3	2,4	2,3
assurances	36,0	7,0	-1,0	-0,4	3,1	3,3
Correction territoriale	-6,6	11,5	4,9	-40,7	-1,4	-0,6
Dépense de consommation des ménages	1 086,8	2,4	2,4	1,0	100,0	100,0
Dépense de consommation des ISBLSM ¹	27,3	2,9	4,5	3,1	///	///
Dépense de consommation des APU ²	295,5	1,4	1,6	1,6	///	///
dont : santé	130,7	2,3	2,9	2,1	///	///
éducation	86,1	-0,7	-0,7	-0,9	///	///
Consommation effective des ménages	1 409,6	2,2	2,3	1,1	///	///

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Consommation moyenne par personne de quelques produits alimentaires

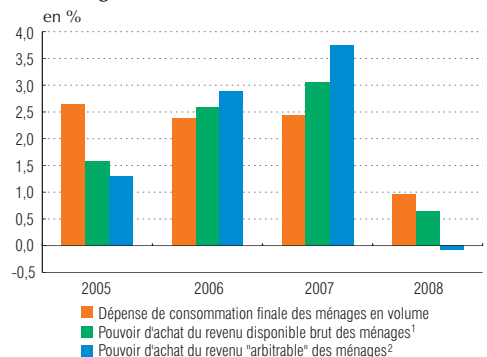
	1980	1990	2000	2007
Pain (en kg)	70,6	61,7	57,6	53,7
Pommes de terre (en kg)	89,0	60,8	66,0	71,3
Légumes frais (en kg) ¹	88,4	86,0	90,1	85,9
Boeuf (en kg)	19,3	17,1	14,0	13,8
Volailles (en kg)	19,3	21,7	23,2	19,7
Œufs (en kg)	14,3	14,0	14,6	13,6
Poissons, coquillages, crustacés (en kg) ²	12,9	14,4	14,2	11,8
Lait frais (en litres)	74,0	66,4	65,9	51,6
Fromage (en kg)	15,3	16,7	18,7	18,4
Yaourts (en kg)	8,7	15,9	19,9	22,2
Huile alimentaire (en kg)	10,8	11,1	9,9	9,1
Sucre (en kg)	15,0	10,1	8,0	6,6
Vins courants (en litres)	77,1	44,7	29,1	23,1
Vins A.O.C. (en litres)	14,9	22,9	26,1	23,3
Bière (en litres)	44,2	40,1	33,8	30,8
Eaux minérales et de source (en litres)	54,7	90,0	148,6	161,6

1. Y compris légumes fruits et d'assaisonnement (persil...).

2. Frais et surgelés.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. L'évolution est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non "pré-engagées" des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.